

Septembre 2008 / Juillet 2009 : ensemble faisons le bilan, pour être plus fort-e-s demain.

Texte **interne** pour les syndiqué-e-s Solidaires
Bureau national Solidaires du 2 juillet.

Le Bureau national de l'Union syndicale Solidaires réunit l'ensemble des organisations nationales qui en sont membres. Lors de sa séance du 2 juillet, il a adopté ce texte, fruit de débats lors de cette réunion mais aussi des acquis collectif des Bureaux et Comités nationaux mensuels de l'année écoulée.

Une année particulière

Deux éléments nouveaux ont marqué cette année sociale 2008/2009 :

- ➔ **La crise ouverte du système capitaliste.** Nous ne reprenons pas ici le détail de nos analyses sur le sujet ; insistons simplement sur le fait que, pour Solidaires, il s'agit bien d'une crise du système économique et politique, pas d'un « mauvais passage ».
- ➔ **Face aux conséquences de cette crise, la constitution d'une intersyndicale nationale rassemblant CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, Solidaires, FSU** (la CNT a demandé à rejoindre cette intersyndicale : seule Solidaires a répondu favorablement).

Nous citons ces deux éléments parce qu'ils sont nouveaux. Ce ne sont évidemment pas les seuls faits marquants de l'actualité sociale de ces derniers mois ; les autres sont plus traditionnels : un gouvernement qui multiplie les cadeaux au patronat et aux plus riches, un patronat qui mène une lutte des classes sans discontinuer et engrange les acquis, et des salarié-e-s qui résistent, se mobilisent entreprise par entreprise, secteur par secteur, se retrouvent très nombreux/ses dans des journées d'action nationale mais ne prolongent pas au-delà, ... en très grande partie, faute de perspectives offertes par le mouvement syndical.

« C'est la crise » ... Et le patronat ? Il va bien, merci.

- ➔ 360 milliards débloqués en quelques jours pour les banquiers,
- ➔ 32 milliards « d'aide à l'emploi », chaque année, pour les patrons qui licencient :
- ➔ 14 milliards du paquet fiscal qui profite aux plus riches,
- ➔ 8 milliards de taxe professionnelle qui ne sera plus payée,

En France, selon l'Insee, les 10 % des ménages les plus aisés détiennent près de la moitié du patrimoine total des ménages. Dans les entreprises, ces pratiques ont accentué les écarts de rémunération, lesquels se sont creusés : de 1 à 20 dans les années 1960-1970 dans la plupart des pays, ceux-ci sont fréquemment passés de 1 à 300. Les choix fiscaux favorisent la concentration des richesses : les principaux bénéficiaires des rémunérations déjà les plus élevées ont profité d'allègements substantiels d'impôts.

Ces éléments, nous devons les rappeler sans cesse, les expliquer, les illustrer d'exemples. Ils sont la preuve que **la lutte des classes existe, et que certain-e-s la mène très efficacement, pour elles/eux**. Le gouvernement y joue un rôle très actif, par la casse des services publics et toutes les mesures pro-patronales.

Salarié-e-s, chômeurs/ses, retraité-e-s, jeunes : quelles actions ?

La situation est contrastée.

- ➔ il y a des **grèves, assez nombreuses dans le secteur privé**, ce qui remet en cause les discours fumeux de nombre de « machintologues ».
- ➔ Il y a **très peu de volonté de coordination** des boîtes en lutte.
- ➔ Certains de ces mouvements prennent un tour **plus radical** qu'habituellement (mouvement reconductible, patrons retenus pour des négociations à chaud),

- ⇒ la plupart de ces actions visent à **obtenir de meilleures indemnisations**, et non pas à refuser les licenciements, ce qui traduit une dégradation du rapport de force en terme de réponses alternatives comme par exemple l'exigence d'un nouveau statut du salarié.
- ⇒ **l'animation de ces grèves est le fait de militant-e-s de différentes organisations** : Solidaires (trop peu !), CGT, FO, mais aussi CFDT, UNSA, CFTC, CGC...

Nous sommes confronté-e-s à trois types de problèmes vis à vis de ces grèves dans le secteur privé :

- **Notre trop faible implantation**, qui fait que nous sommes absent-e-s de plusieurs d'entre elles. Avoir un avis sur la façon dont devrait se dérouler des grèves auxquelles on ne participe pas est une chose, exister en est parfois une autre...
- **Une pratique interprofessionnelle de terrain insuffisante**. Il nous faut multiplier les diffusions ciblées devant des entreprises du secteur privé ; cela passe par les Solidaires locaux bien sûr, cela mais n'aura de réalité suffisante que lorsque nous intégrerons réellement et simplement notre activité interprofessionnelle dans la vie de nos syndicats.
- **Le sectarisme de trop d'équipes syndicales**. Nous retrouvons la situation trop classique où les équipes CGT les plus combattives affichent et pratiquent un sectarisme effrayant, notamment vis-à-vis de Solidaires ; Goodyear à Amiens est sans doute la caricature de cela, mais n'est malheureusement pas le seul exemple.

Des grèves sectorielles et locales

Education/Recherche, Santé/Social, sont parmi les secteurs qui ont connu les luttes massives les plus longues. Nous avons milité pour une convergence, en vain. Comme au plan interprofessionnel, dans ces secteurs, l'unité syndicale a permis un mouvement fort mais a aussi fixé ses limites ; comme au plan interprofessionnel, les organisations membres de Solidaires impliquées dans ces mouvements ont allié pratique unitaire et propositions spécifiques en termes de revendications et stratégie d'actions. Avec les mêmes difficultés, les mêmes insatisfactions... Un bilan commun de la lutte dans les secteurs Education/Recherche doit être établi par SUD Recherche, SUD Education, SUD Etudiant.

Les grèves de Sans-Papiers continuent. Plus d'un an après le début de ce mouvement, et malgré les initiatives de plusieurs collectifs syndicaux, le mouvement syndical n'est pas à la hauteur : collectivement, en ne prenant pas les moyens de répondre aux demandes, en choisissant de privilégier d'autres pans de notre activité syndicale, **nous avons, de fait, choisi de ne pas suffisamment appuyer ce mouvement mené par des travailleurs/ses parmi les plus précaires** (mouvement, qui a pris la forme de grèves reconductibles dans plusieurs cas).

Dans l'Energie, le mouvement du printemps est inédit : par sa durée, par ses formes, par l'implication très forte de jeunes, par le désarroi qu'il a créé au sein des 5 fédérations « représentatives » (qui rejettent toujours SUD Energie) et notamment la CGT. Il y avait là une opportunité de montrer, dans les faits, qu'un autre syndicalisme est possible ; à condition de prendre en charge la diffusion des tracts Solidaires permettant de faire connaître partout la grève reconductible et d'aller à la rencontre des salarié-e-s d'EDF/GDF pour marquer notre soutien réel.

L'Industrie, la Chimie, sont parmi les secteurs les plus touchés par les licenciements qui se multiplient. Les grèves sont nombreuses (Caterpillar, Continental, Lear, Goodyear, Michelin, etc.)

Dans les départements, les réunions unitaires ont été nombreuses tout au long de l'année. Souvent conçues comme de simples déclinaisons des appels nationaux, elles ont toutefois montré dans d'assez nombreux cas, une volonté d'en découdre explicitement affirmée par les équipes locales CGT, FSU, voire FO ou CFDT. **Dans quelques cas, elles ont abouti à des interpellations des structures syndicales nationales interprofessionnelles**. Même si cette méthode renvoie à un aspect pyramidal du syndicalisme qui n'est pas celui que nous voulons pratiquer, et même si nous sommes, nous, peu étonné-e-s des choix politiques d'autres organisations syndicales, **il nous faut répondre à ces interpellations en rappelant les positions et positions exprimées par Solidaires depuis des mois, ... car cela rejoint assez les demandes formulées**.

Les appels unitaires

Malgré les décisions prises et confirmées lors de plusieurs BN et CN, nous n'avons pas avancé dans la construction d'un appel national unitaire, ni dans celle d'espaces de débats unitaires et interprofessionnels, susceptibles de créer une dynamique, et aussi de peser sur certaines organisations syndicales. Les expériences menées dans le Nord/Pas de Calais, à Rennes, à Tours, ... et pas beaucoup plus, sont insuffisantes. Sans doute que l'absence de dynamique forte parmi les salarié-e-s est une des raisons. **A partir d'entreprises en grève (Michelin, Goodyear, ...)** nous avons la possibilité de tenter une démarche du même genre (appel à une **coordination nationale des boîtes en lutte** ...).

Les reculs collectifs sur les pratiques d'auto-organisation des luttes n'aident pas, non plus : il nous faut relancer les débats en interne sur ce sujet, rappeler les expériences, mettre en avant tout ce qui va dans ce sens...

L'intersyndicale nationale ... et nous.

Depuis le début, les décisions prises en commun sont en deçà de ce que nous souhaiterions à Solidaires. Mais le fait qu'elles soient prises ensemble est aussi la clef de la réussite du 29 janvier, du 19 mars. De la fin de l'année 2008 (premières réunions intersyndicales) à juin 2009, il y a eu des équipes Solidaires qui pensaient que nous n'avions rien à faire dans ce cadre : l'appel au 29 janvier lancé en décembre était trop lointain et limité à 24 heures, l'appel au 19 mars lancé début février était trop lointain et limité à 24 heures ... C'est une position respectable, qui a été débattue dans Solidaires – et c'est bien normal – mais qui était très minoritaire. Nous la rappelons là, juste pour dire qu'il ne serait pas juste que celles et ceux qui disaient cela à ces époques là ... s'appuient désormais sur les succès des manifestations du 29 janvier et du 19 mars pour leurs conclusions d'aujourd'hui.

Il est certain que le tournant manqué pour monter d'un cran après le 19 mars marque l'absence de volonté des confédérations de tenter un affrontement social vis-à-vis du gouvernement et du MEDEF.

Les critiques ont été plus nombreuses à compter d'avril et surtout de mai. Le 26 mai a été un non-événement, et nous ne pouvons le passer sous silence car nous étions parmi les quelques organisations qui avaient poussé pour qu'on n'attende pas mi-juin, pour qu'il y ait quelque chose en mai. La perspective des « initiatives décentralisées » n'a pas été perçue comme crédible par les équipes militantes, et cette journée est passée inaperçue aux yeux des salarié-e-s. Les manifestations du 13 juin sont évidemment un échec aussi, en regard du rapport de forces dont elles étaient issues. Le Comité national de mai, le Bureau national de juin avaient confirmé la nécessité pour Solidaires de s'impliquer fortement dans ces manifestations. Cela n'a guère été le cas, et plusieurs Solidaires locaux et quelques structures professionnelles ont décidé de ne pas appeler au 13 juin.

Cela pose un problème vis-à-vis de notre efficacité et notre fonctionnement démocratique : pas à cause du choix qui a été ainsi fait, ... encore qu'il faudrait réfléchir à la portée de décisions prises par quelques Solidaires locaux où ne sont représentés qu'une petite partie des organisations professionnelles membres (en précisant que notre propos n'est nullement de dire que la décision de ne pas appeler a été prise uniquement par des Solidaires ainsi constitués). De même, nous devons nous interroger sur les décisions qui sont prises en Bureau National par les organisations nationales et qui, ensuite, ne sont pas relayées dans les organisations professionnelles. Dans les deux cas, là où cela doit nous interroger, c'est par rapport au poids que notre relative petite organisation peut avoir quand les **décisions d'action ne sont pas reprises partout**, et surtout lorsque les **informations Solidaires ne sont pas diffusées aux adhérent-e-s et plus largement aux salarié-e-s**.

Le choix que nous avons fait est de maintenir l'unité syndicale. Mais sans jamais renoncer à dire nettement nos

propositions et revendications. Les 2 sont inséparables : unité pour être efficace et peser pour que cette unité agisse dans le bon sens. Au moins une fois par mois, il y a eu un tract national Solidaires réaffirmant cela. Comment ces tracts sont-ils pris en charge par les Solidaires locaux, par les organisations nationales, par nos syndicats et nos sections syndicales ? Assurons-nous des diffusions massives et régulières là où nous sommes implantés ? Organisons-nous des diffusions plus large (marchés, gares, manifestations, etc., d'une part, entreprises où nous ne sommes pas présents d'autre part) ?

Accepter de se poser ces questions, c'est déjà donner une indication des réponses. Au-delà de celles-ci, ce qui importe, c'est de s'interroger sur les raisons de nos insuffisances : le contenu des tracts ne convient pas ? Nous n'assumons pas notre dimension interprofessionnelle dans notre fonctionnement quotidien ? Nos prétentions sont en décalage par rapport à nos possibilités ? **Si nous ne travaillons pas, dans toutes nos structures, sur ces problématiques, nous n'avancerons pas, nous ferons en sorte que notre message ne soit pas mieux connu.**

Aujourd'hui, à l'orée de l'été, notre priorité n'est sans doute pas de débattre de l'utilité de rester ou de quitter une intersyndicale qui n'aura pas d'existence aux yeux des salarié-e-s avant la rentrée, au mieux. C'est cette période qu'il nous faut préparer comme indiqué plus haut. Avec une véritable campagne nationale durant tout l'été et plus forte encore dès les premiers jours de septembre, **nous pourrions mettre en avant notre exigence d'une intersyndicale qui reparte sur des bases différentes** : soutien national de chaque lutte dans une entreprise qui licencie ou un service public qu'on saborde, engagement de préparer un mouvement de grève générale reconductible, autour de revendications unifiantes et offensives. Début septembre (à l'issue de notre Bureau national ?), nous pourrions organiser une conférence de presse présentant notre stratégie d'action.

Sauf si nous faisons le choix d'adopter une position de principe (« de toutes façons, il faut rester » ou « de toutes façons, il faut partir »), **définir aujourd'hui ce que nous ferons selon les positionnements de chaque organisation dans deux mois, ce serait tout simplement inopérant** : forcément, parce que le syndicalisme est une matière vivante, il faudra apprécier en temps réel !

Cela n'exclue pas, bien au contraire, de faire le bilan de cette période ; un bilan qui part de choses simples : **la stratégie d'action choisie majoritairement a-t-elle permis de gagner ? Assurément, non**. C'est pour ça que nous n'avons cessé durant ces mois écoulés de proposer de construire un mouvement de grève générale interprofessionnelle ; proposition issue de nos réflexions sur la situation du moment, de l'état du rapport de force, mais aussi des expériences de ces dernières années. Ce constat sur l'absence d'avancées malgré le rapport de forces construit au premier trimestre, il faut le mettre en avant dans les débats intersyndicaux.

Les revendications

Depuis fin 2008, la question de la plate-forme unitaire est un sujet épineux. Celle retravaillée en mai a le mérite d'être plus courte. Mais elle demeure trop vague pour être un point d'appui mobilisateur, fédérateur. Beaucoup de camarades disent « il faudrait faire comme en Guadeloupe ». Certes, ... mais c'est oublier que **la plate-forme unitaire comportait 146 points**. C'est gommer le fait que le collectif LKP est **l'aboutissement d'années de travail « invisible »**, et le fruit d'une situation locale où **le syndicalisme de lutte de classes est nettement majoritaire** ... parce qu'il s'est construit au fil des années (grâce à l'articulation luttes / organisation / développement / luttes, ...)

Nous mettons en avant cinq thèmes revendicatifs :

- ➔ **Interdiction des licenciements** dans les entreprises qui font des profits et **mise en place d'un nouveau statut du salarié** garantissant salaire, ancienneté et qualification, **indemnisation à 100% du chômage partiel** payé exclusivement par un fond patronal mutualisé, **pas de suppression d'emplois et réduction du temps de travail**, car les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que les entreprises accumulent les profits.
- ➔ **Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux, 300 € pour toutes et tous immédiatement**, parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise, alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes. Il s'agit d'imposer un meilleur partage des richesses en faveur des salaires.
- ➔ **Arrêt des suppressions d'emplois dans les services publics, auxquels des moyens supplémentaires doivent être attribués**. Face à la *Révision Générale des Politiques Publiques* et aux fausses réformes, nous voulons de nouvelles orientations pour les services publics, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population : emploi, santé, éducation, transport, communication,...
- ➔ **Pas de nouvelle détérioration de notre protection sociale (retraite, maladie, ...)**, alors qu'au contraire les moyens financiers existent pour l'améliorer.
- ➔ **En finir avec la fiscalité qui favorise les riches** : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la défiscalisation des heures supplémentaires, de la TVA sur les produits de première nécessité ; au contraire, il faut une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu et une taxation accrue des ménages les plus riches.

La spirale des licenciements ne fait que commencer, cette question sera probablement plus centrale que les autres dans les mois à venir. La question de la coordination des boîtes touchées devra être un objectif à concrétiser et celle de dépasser les limites de l'augmentation des indemnités de départ pour populariser l'idée d'un nouveau statut du salarié nécessitera un effort de propagande.

Pour avancer un peu la date de la grève générale ...

Réunir des millions de manifestant-e-s n'est pas un événement anodin, cela contribue à faire monter la pression, c'est une étape dans la mobilisation. Nous avons là une divergence avec les autres organisations syndicales : pour nous ces manifestations sont des étapes, pas une fin en soi ; pas plus que la grève générale d'ailleurs. **Ce qui compte est de savoir ce qui est utile pour gagner**. Et aujourd'hui, nous affirmons qu'il faut construire une grève générale pour cela. Si c'est notre objectif principal dans la période, ce doit être une priorité dans nos actions, notre fonctionnement, nos informations, dans les messages que chacune des organisations nationales membres de Solidaires fait passer à ses structures locales...

Bien sûr, il faut du matériel national pour soutenir une telle campagne :

- Des **tracts/affichettes**, à destination des panneaux syndicaux, des bulletins de sections et syndicats. Ceux-ci pourraient être tournés sur « nos solutions face à la crise ».
- Un **tract national tiré en imprimerie**, faisant le bilan des mois écoulés, présentant nos revendications, appelant à l'unité de tous les collectifs syndicaux qui veulent organiser un affrontement avec le patronat et le gouvernement...
- Des **autocollants**, avec des slogans simples sur nos revendications et la possibilité de les financer en répartissant autrement les richesses produites.
- Une **brochure** (questions-réponses) présentant nos réponses à la crise.

Dès septembre (donc en préparant maintenant), il nous faut aussi travailler sur des actions dans lesquelles Solidaires a un rôle moteur à jouer :

- Les **marches contre le chômage, les licenciements, la précarité** qui auront lieu fin novembre : compte tenu de la place centrale des questions de licenciement et chômage, **l'investissement de Solidaires et des organisations membres doit être important**.
- La **campagne contre la privatisation de La Poste**, qui doit démarrer « en grand » en septembre : à partir du travail effectué par SUD PTT, **du matériel Solidaires sera disponible avant septembre**.